

Signesvitaux^{MC}

DU GRAND MONTRÉAL

Bilan de santé de la région métropolitaine de Montréal

2007



Fondation du Grand Montréal



Table des matières

Présentation	1
Contexte	2
Travail	6
Inégalités socioéconomiques	8
Éducation	10
Santé et bien-être	12
Logement	14
Transport	15
Sécurité	16
Environnement	18
Arts et culture	20
Diversité et intégration	22
Appartenance et participation	23
Partenaires et sources	24

La Fondation du Grand Montréal est vouée au mieux-être de la collectivité. Elle encourage la constitution de fonds de dotation permanents dont elle assure la saine gestion, puis elle en redistribue les revenus de façon à soutenir des projets et des organismes de bienfaisance dans des secteurs aussi diversifiés que ceux de la santé, des services sociaux, des arts et de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

La Fondation du Grand Montréal est membre des Fondations communautaires du Canada, organisme qui en regroupe 158 à ce jour. Leur actif totalise 2,3 milliards \$. Ensemble, elles ont versé en 2006 quelque 115 millions \$ en subventions pour appuyer des projets locaux de bienfaisance. Cette année, onze de ces fondations communautaires publient leurs *Signes vitaux*.

Les Fondations communautaires du Canada jouent un rôle déterminant dans la création d'un réseau mondial en soutenant la mise sur pied de fondations au Brésil, au Mexique, en Europe centrale et de l'Est, en Afrique du Sud et en Australie.

Signes vitaux du Grand Montréal – 2007

On peut commander des exemplaires de ce bilan de santé à partir de notre site Internet. Il est également possible d'y consulter une version plus étoffée, comportant davantage d'indicateurs, les sources de données et les liens qui y mènent.
www.fondationdugrandmontreal.org.



Fondation du Grand Montréal

Signes vitaux du Grand Montréal

PRÉSENTATION

Signes vitaux du Grand Montréal a déjà un an et c'est avec fierté que nous vous livrons cette seconde parution. Ce bilan de santé annuel de la région métropolitaine de Montréal vise à éclairer tous ceux et celles qui souhaitent soutenir la vitalité de leur milieu et à orienter leur action vers les aspects les plus névralgiques. *Signes vitaux* leur procure ainsi les indices de ce qui encourage, se maintient ou s'améliore, de ce qui inquiète, préoccupe ou étonne.

D'une part, l'économie a pris de la vigueur et davantage de personnes sont en emploi. Montréal peut se targuer d'être un centre d'innovation scientifique et technique, tout en cultivant une vigoureuse avant-garde artistique et une offre culturelle diversifiée. C'est un milieu de vie jugé sécuritaire, où l'utilisation du transport en commun allège la congestion routière; où les coûts en matière de logement et d'énergie, pour les ménages locataires aussi bien que propriétaires, sont plus avantageux que dans les autres grandes villes canadiennes. Les diplômés du postsecondaire sont en hausse tout comme le retard scolaire marque un léger recul. La natalité montre une certaine reprise et la sous-scolarisation chez les mères a connu un réel déclin.

D'autre part, l'augmentation du revenu des familles se fait dans le maintien des inégalités; encore et toujours près du quart d'entre elles sont dites à faible revenu et, dans l'ensemble, près du tiers nécessiteraient des logements plus abordables. Sur le plan migratoire, l'accroissement de la population de la grande région est entièrement tributaire des apports de l'étranger, tandis que l'île enregistre un solde négatif. Les nouveaux arrivants sont plus touchés par le chômage qu'ailleurs au pays. La chute des effectifs scolaires va obliger à certains ajustements. La récupération des matières recyclables stagne, loin des objectifs, tandis que l'eau s'écoule trop facilement. L'inactivité physique chez les jeunes et l'imprudence sur les routes s'ajoutent à d'autres facteurs de risque évitables.

Dans le foisonnement d'indicateurs propres à décrire notre milieu de vie, il fallait évidemment faire des choix. Nous vous invitons cependant à tous les découvrir sur notre site Internet, en même temps qu'une foule d'informations pertinentes pour les Montréalais qui souhaitent faire une différence.



© Tourisme Montréal

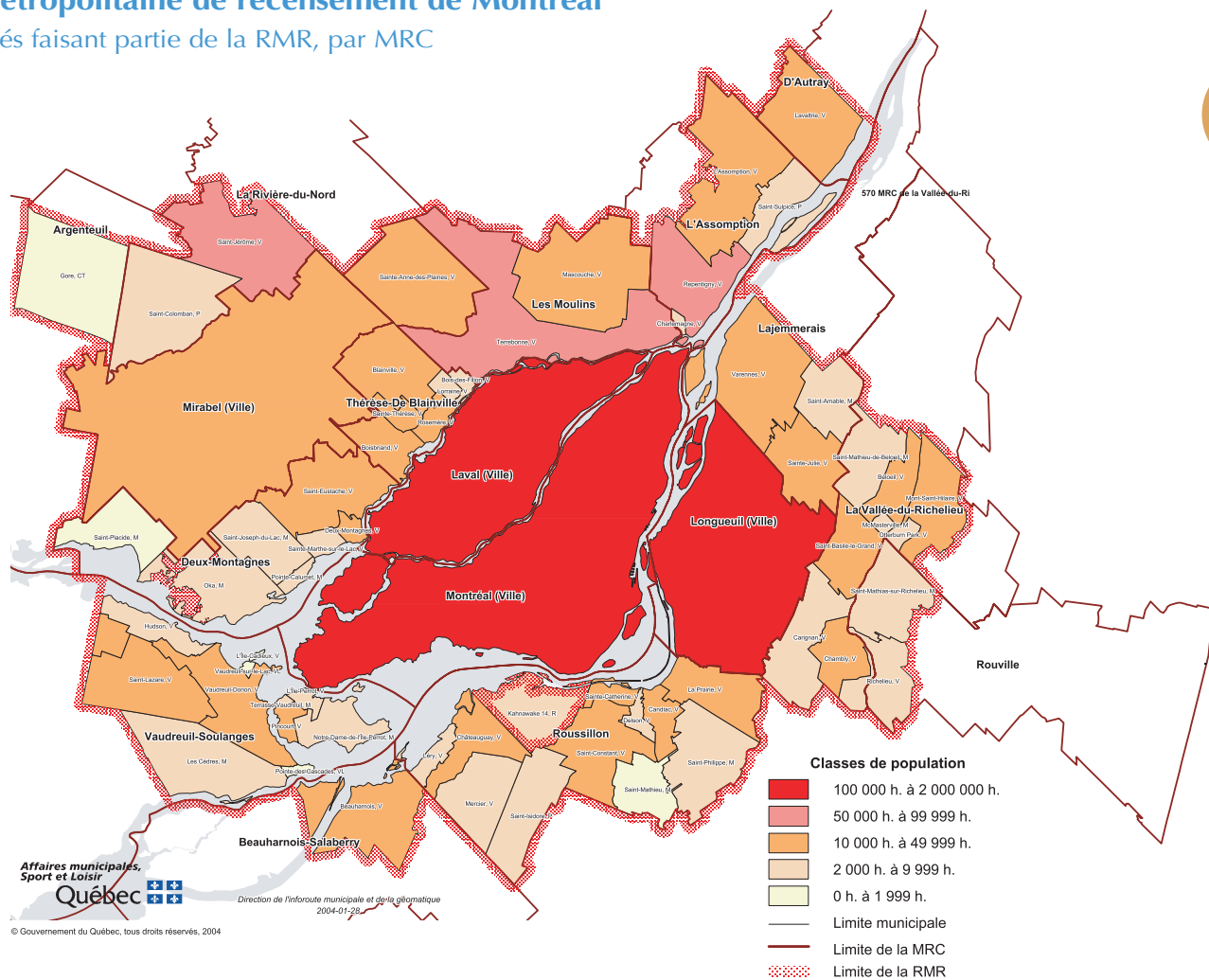


CONTEXTE

La région métropolitaine de recensement (RMR), dite la **grande région**, comprend les îles de Montréal et Laval, l'agglomération de Longueuil et les couronnes Nord et Sud. Ce que nous appelons commodément l'île, c'est aussi bien l'agglomération, la région sociosanitaire et la région économique que la région administrative de Montréal.

Région métropolitaine de recensement de Montréal

Municipalités faisant partie de la RMR, par MRC



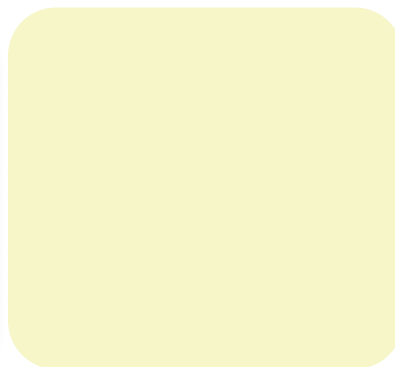
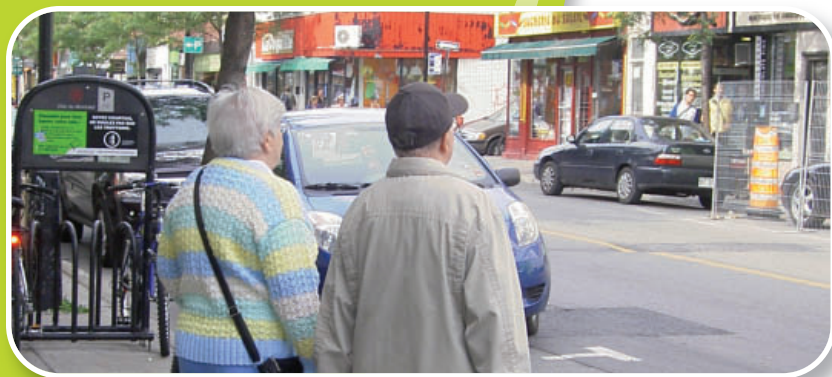


CONTEXTE

De tous les mouvements de population, seules les migrations internationales nous laissent un solde positif. Mais le taux de natalité montre une certaine reprise. Et si le revenu moyen des familles augmente, ce n'est pas au bénéfice de la majorité puisque le revenu médian est quant à lui en baisse.

Démographie

- En 2006, les agglomérations de Montréal (51,1 %), de Longueuil (10,6 %) et Laval (10,3 %) regroupaient 72 % de la population de la région métropolitaine qui comptait alors 3 666 280 personnes, en hausse de 4,5 % depuis cinq ans. Cela constituait 47,9 % de la population du Québec. Après avoir été 45^e parmi les régions métropolitaines les plus peuplées à l'échelle mondiale en 1975, Montréal était 75^e en 2005 et l'on prévoit qu'elle passera au 91^e rang en 2015.
- En baisse depuis 1991, le nombre annuel des naissances et le taux de natalité de la grande région ont connu une légère remontée entre 2003 et 2005, et surtout en 2006. Toutefois, avec 5 000 naissances de moins qu'en 1991, le taux de natalité de 2006 (11,4 pour 1 000) restait inférieur à celui de 1991 (14,2).
- En 2005-2006, la grande région a accueilli 35 058 personnes venues de l'étranger, 12 661 personnes issues d'une autre province et 40 037 personnes en provenance d'ailleurs au Québec. Seules les migrations internationales ont laissé un solde positif. Au total, les divers mouvements de population ont amené 13 691 personnes de plus dans la grande région, soit 3 409 de moins que l'année précédente.
- En 2006, dans la grande région, l'âge médian se situait à 38,9 ans : 37,7 ans pour les hommes; 40,1 ans pour les femmes. Et, chez les hommes comme chez les femmes, ce sont les personnes de 43 ans qui étaient les plus nombreuses.
- En 2006, dans la grande région, 13,4 % de la population avait 65 ans et plus, en hausse de 1,4 point depuis 1996, tandis que 29,4 % de la population avait moins de 25 ans, en baisse de 2,3 points. Quant aux personnes de 75 ans et plus, elles étaient passées de 4,8 % à 6,3 %.



Économie

- Avec un taux de croissance annuel moyen autour de 4 % depuis l'an 2000, le PIB par habitant atteignait 39 207 \$ en 2006 dans la grande région et 51 453 \$ sur l'île.
- En 2005, dans la grande région, le revenu médian des familles se situait à 44 300 \$ et leur revenu moyen était de 57 300 \$; dans les deux cas, cela représentait 91 % de la moyenne canadienne. Tandis que le revenu moyen était en hausse de 5 % depuis 1980, le revenu médian était, quant à lui, en baisse de 12 % durant la même période.
- Au second trimestre de 2007, 81 % des 1 903 000 emplois de la grande région appartenaient au secteur des services, soit 1,6 point de plus que l'année précédente. Globalement, tandis que les emplois du tertiaire étaient en hausse de 5 %, on enregistrait des baisses dans les secteurs primaire (32 %) et secondaire (6 %).
- On évalue à 7,6 millions le nombre de touristes accueillis sur l'île en 2006, soit 2,3 % de plus que l'année précédente. Ces touristes auraient déboursé près de 2,6 milliards de dollars dans la métropole et contribué ainsi à soutenir près de 75 000 emplois.
- La Ville de Montréal compte 60 organisations internationales sur son territoire, de même que 85 consulats et délégations étrangères.
- Avec 834 brevets d'invention octroyés à des titulaires de la grande région en 2004, Montréal occupait le premier rang au chapitre de l'innovation au Canada.



© Tourisme Montréal

6

TRAVAIL

Poursuivant sa baisse des dernières années, le chômage vient de piquer du nez et il frôle la moyenne canadienne, ce qui ne s'était pas vu depuis au moins 20 ans.

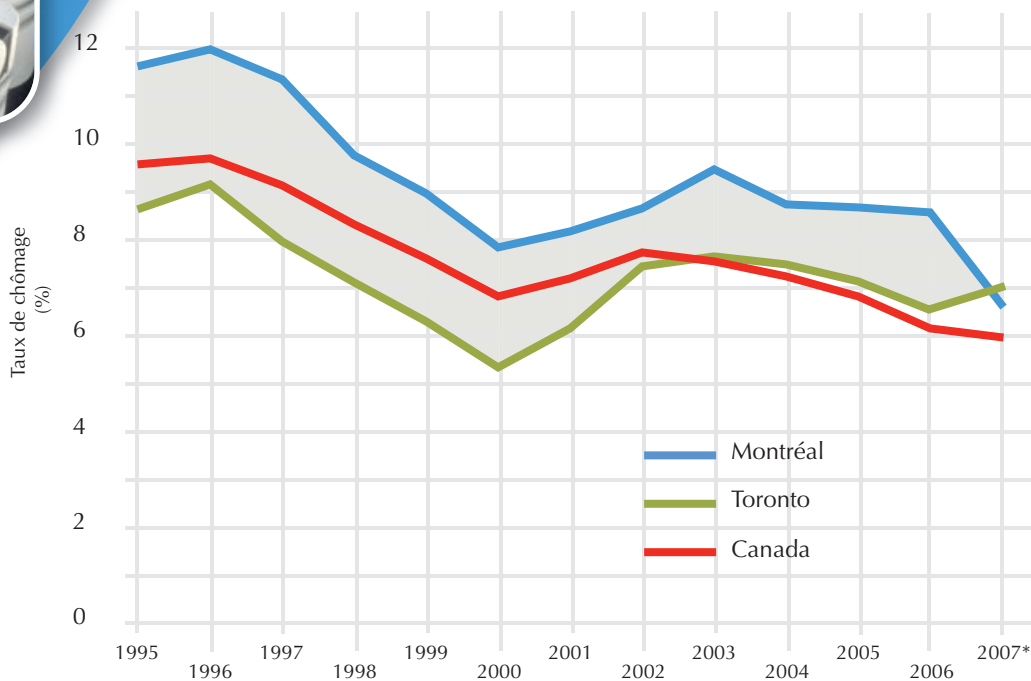
- En juillet 2007, dans la grande région, il y avait 30 200 sans emploi de moins qu'à pareille date l'an dernier. Le taux de chômage avait perdu près de 2 points pour se situer à 6,7 %, passant sous celui de Toronto (7 %). Parmi les 27 régions métropolitaines, Montréal arrivait ainsi au 23^e rang alors qu'elle était 26^e en 2006.





© Tourisme Montréal

Évolution du taux de chômage RMR de Montréal et Toronto



* Données de juillet 2007 désaisonnalisées, en moyennes mobiles de 3 mois.

source : Statistique Canada

- Entre 1990 et 2005, la grande région a connu une hausse plus importante de la part des professions scientifiques ou techniques dans l'emploi des 25 à 64 ans que Toronto et Vancouver, ce qui lui a permis de les rattraper (39 %).
- En 2005, parmi la population des 25 à 64 ans de la grande région, les titulaires d'un grade universitaire avaient un taux d'emploi supérieur de près de 6 points (80,2 % vs 74,4 %) et l'écart était plus marqué pour les femmes que pour les hommes (8,3 vs 3,4 points).
- En 2006, les moins de 25 ans de la grande région avaient un taux de chômage de 70 % supérieur à celui de la population active (14,3 % vs 8,4 %), tandis que l'écart était de 84 % dans l'ensemble du Canada, voire de 106 % à Toronto.
- En 2005 comme les années précédentes, le revenu d'emploi par habitant était sensiblement plus élevé à Laval (23 480 \$) et dans l'agglomération de Longueuil (25 501 \$) que dans celle de Montréal (20 610 \$).

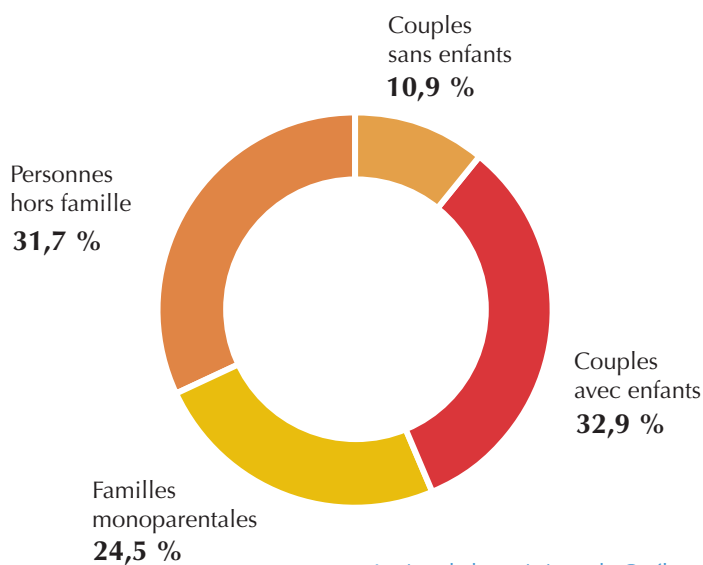


INÉGALITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

Le coût d'une saine alimentation croît plus rapidement que ne le fait le revenu, surtout lorsqu'on est au bas de l'échelle. Des solidarités se manifestent heureusement, qui permettent d'en atténuer les effets.

- Dans la grande région, 23,7 % des familles avaient un faible revenu en 2005, sensiblement comme en 2000 (23,5 %). Le taux de 2005 était supérieur de 5,3 % à la moyenne québécoise, et de 9,2 % à la moyenne canadienne.

Distribution de la population vivant sous le seuil de faible revenu¹ selon la composition des familles RMR de Montréal, 2004



¹ La mesure du faible revenu est basée sur 50 % du revenu familial médian québécois après impôt; notons également que le revenu médian est ajusté en fonction de la taille de la famille.

source : Institut de la statistique du Québec



Au Québec, les cuisines collectives ont vu le jour en 1982 dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Elles sont nées de la débrouillardise de deux sœurs et d'une amie qui se réunissaient régulièrement pour planifier et cuisiner leurs recettes, tout en partageant les coûts. Cette belle idée s'est transmise et le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) a été mis sur pied en 1990. Parmi les seuls membres du RCCQ, on compte aujourd'hui 7 groupes à Laval, 12 à Longueuil et 176 à Montréal. Au sein de ceux-ci, quelque 975 personnes cuisinent en général une fois par mois pour nourrir pas moins de 4 875 bouches. Une cuisine collective, c'est d'abord un petit groupe de personnes qui met en commun temps, argent et compétences pour confectionner des plats sains, économiques et appétissants. Mais c'est aussi un lieu privilégié d'éducation populaire, de solidarité, de fierté et de dignité : les groupes préparent ainsi de bons repas, laissent mijoter de belles actions de prise en charge et récoltent les fruits d'une qualité de vie meilleure.

- Sur l'île, en 2005, parmi les personnes de 65 ans et plus, 35,4 % des hommes et 48,2 % des femmes bénéficiaient du Supplément de revenu garanti². Dans l'ensemble du Québec, ces proportions étaient supérieures de plus de 6 points (42,1 % et 54,5 %).
- Sur l'île, en 2007, le coût moyen d'une bonne alimentation est estimé à 6,11 \$ par jour par personne pour une famille typique [parents autour de 40 ans, fils de 14 ans et fille de 9 ans], soit 171 \$ par semaine. Deux années auparavant, c'était 154 \$.
- Les Premières nations ne constituent pas la moitié de 1 % de la population de la grande région. En dépit de cette faible représentation, de nombreux sans-abri chroniques seraient autochtones. Parmi ceux-là, une bonne proportion serait Inuit alors qu'ils ne forment pas même 5 % des Autochtones à Montréal. L'itinérance des femmes autochtones serait presque aussi importante que celle des hommes; chez les non-Autochtones, cette proportion est plutôt estimée à cinq hommes pour une femme.

2 Le Supplément de revenu garanti s'ajoute à la pension de la Sécurité de la vieillesse afin d'assurer un revenu additionnel aux personnes âgées à faible revenu.

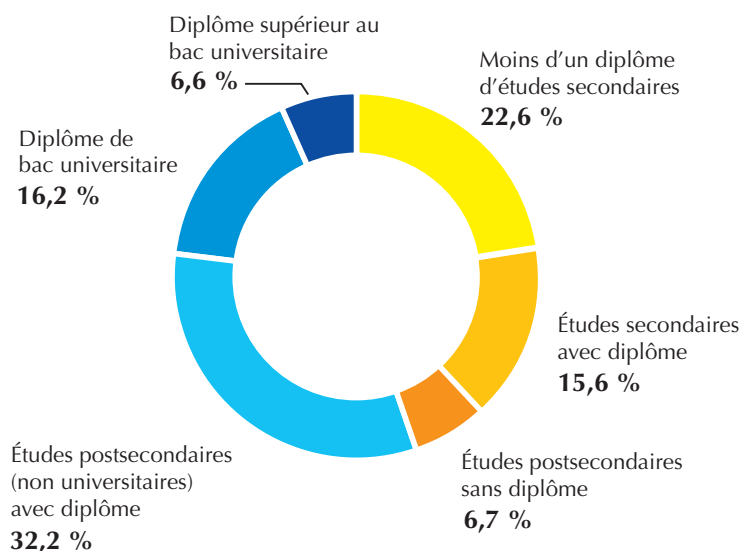


ÉDUCATION

Les taux de scolarisation et d'obtention d'un diplôme augmentent. Mais l'effectif scolaire est en baisse, pour encore une dizaine d'années, en dépit de l'apport des élèves issus de l'immigration.

- En 2006, dans la grande région, 55 % des 15 ans et plus avaient complété des études postsecondaires, davantage que la moyenne canadienne de 48,8 %. Montréal n'était devancée en cela que par Ottawa. Dix ans auparavant, en 1996, la proportion était de 43 %.
- En 2005, parmi l'ensemble des diplômes décernés par les universités montréalaises, 58,6 % allaient à des femmes tandis que les hommes récoltaient, quant à eux, 53,4 % des doctorats. Quatre années auparavant, le rapport était identique dans l'ensemble, mais il y avait 2 % moins de femmes détentrices d'un doctorat.

Distribution de la population de 15 ans et plus, selon le niveau de scolarité atteint
RMR de Montréal, 2006

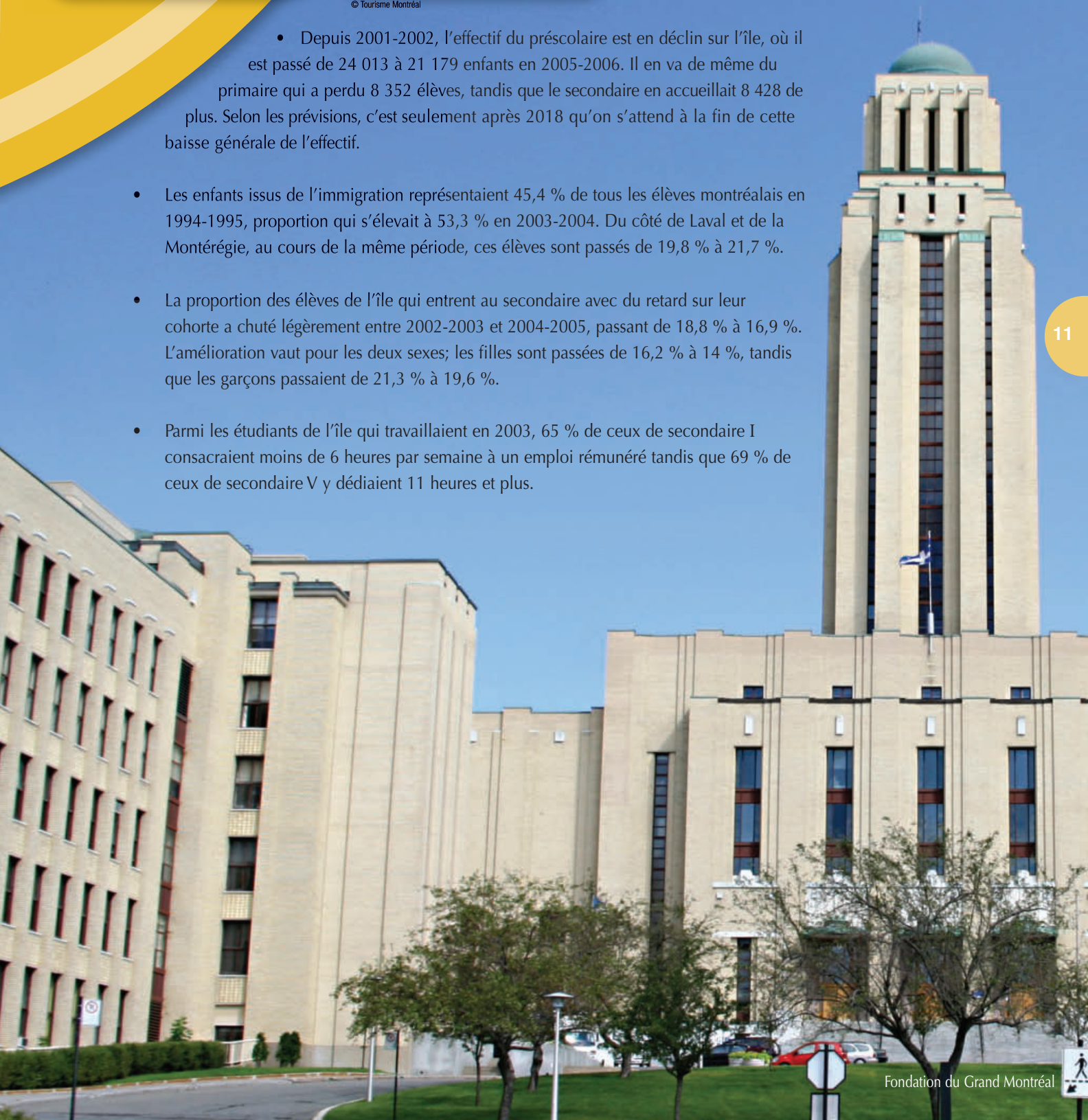


source : Institut de la statistique du Québec



© Tourisme Montréal

- Depuis 2001-2002, l'effectif du préscolaire est en déclin sur l'île, où il est passé de 24 013 à 21 179 enfants en 2005-2006. Il en va de même du primaire qui a perdu 8 352 élèves, tandis que le secondaire en accueillait 8 428 de plus. Selon les prévisions, c'est seulement après 2018 qu'on s'attend à la fin de cette baisse générale de l'effectif.
- Les enfants issus de l'immigration représentaient 45,4 % de tous les élèves montréalais en 1994-1995, proportion qui s'élevait à 53,3 % en 2003-2004. Du côté de Laval et de la Montérégie, au cours de la même période, ces élèves sont passés de 19,8 % à 21,7 %.
- La proportion des élèves de l'île qui entrent au secondaire avec du retard sur leur cohorte a chuté légèrement entre 2002-2003 et 2004-2005, passant de 18,8 % à 16,9 %. L'amélioration vaut pour les deux sexes; les filles sont passées de 16,2 % à 14 %, tandis que les garçons passaient de 21,3 % à 19,6 %.
- Parmi les étudiants de l'île qui travaillaient en 2003, 65 % de ceux de secondaire I consacraient moins de 6 heures par semaine à un emploi rémunéré tandis que 69 % de ceux de secondaire V y dédiaient 11 heures et plus.





Jean Bruneau

12

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'activité physique fait défaut même chez les jeunes et surtout chez les filles. Et si certaines campagnes d'information portent fruit, elles méritent d'être réitérées face aux comportements à risque, toujours préoccupants.

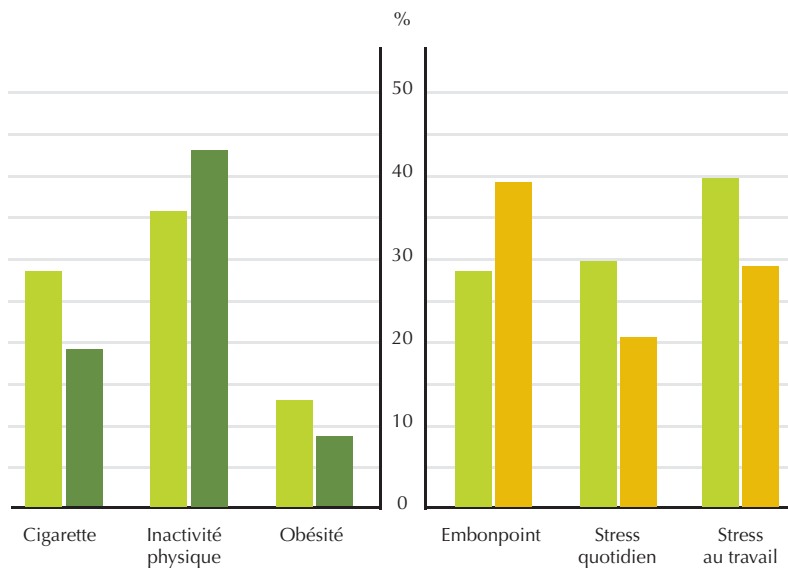
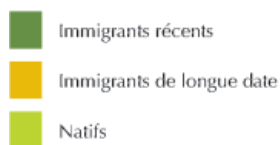
- Depuis 1997, le nombre d'omnipraticiens et de spécialistes pour 100 000 habitants est demeuré stable autour de 246 dans la grande région. En 2005, c'était 29 % de plus que la moyenne canadienne. Sur l'île, 25 % des femmes et 40 % des hommes n'avaient toutefois pas de médecin de famille.
- Sur l'île, en 2003, plus d'une personne de 12 ans et plus sur cinq (22 %) vivait avec une limitation d'activités à long terme. La population à faible revenu connaissait une plus grande prévalence d'incapacité (33 %) que celle qui avait un revenu élevé (19 %).



© Tourisme Montréal



Facteurs de risque liés à la santé Île de Montréal, 2005



source : Direction de santé publique de Montréal

- En 2001, 16,1 % de la population de 15 ans et plus de l'île rapportait avoir prodigué sans rémunération des soins à des personnes âgées, contre 17,7 % dans l'ensemble du Québec. Dans la grande région, le taux de 13,3 % était semblable à celui de Toronto et supérieur à celui de Calgary (11,8 %), mais en deçà de celui de Vancouver (14,6 %).
- Sur l'île, la proportion des femmes ayant accouché en 2002-2004 sans avoir complété 11 années de scolarité avait chuté de 2,5 points par rapport à la période précédente, mais elle se situait tout de même à 13,1 %. En 1981-1983, on en avait connu près du double avec 25 %.
- En 2005-2006, le taux d'allaitement des nourrissons de l'île était supérieur à celui de chacune des régions; à l'âge de 6 mois, il dépassait encore 60 % mais n'atteignait plus 50 % dans l'ensemble du Québec.
- Le maintien d'une bonne condition physique suppose une pratique quasi quotidienne chez les adolescents et le fait de se consacrer, au moins trois fois par semaine, à une activité vigoureuse. La proportion des jeunes montréalais répondant à ces deux critères n'atteignait pas 50 % en 2003; en secondaire V, elle s'abaissait même à 39 % et à seulement 27 % chez les filles.
- En 2002-2005, sur les 3 158 cas cumulatifs d'infection au VIH au Québec, les deux tiers (65,1 %) provenaient de la région sociosanitaire de Montréal-Centre et plus de la moitié (52,6 %) étaient de nouveaux cas. Selon une étude réalisée en 2003 auprès de jeunes de la rue âgés de 14 à 23 ans, 31,3 % étaient des usagers de drogues injectables et 33,6 % de ceux-ci avaient partagé des aiguilles au cours des six derniers mois. De 2001 à 2003, 27,7 % des répondants masculins s'étaient adonnés à de la prostitution; 26,7 % de ceux qui signalaient des relations à risque avec un client de sexe masculin étaient sans protection.



LOGEMENT

Le prix moyen des maisons est en hausse, mais encore relativement avantageux; et la copropriété convient notamment aux femmes et aux personnes seules. Par ailleurs, moins de 10 % des logements locatifs sont dits sociaux ou abordables, tandis que près du tiers des ménages locataires pourraient en bénéficier.

- En 2005, dans la grande région, le prix moyen d'une maison correspondait à 3,48 années du revenu médian d'une famille. Ce ratio, qui avait augmenté de 43 % en cinq ans, était 7 % supérieur à la moyenne québécoise mais 15 % inférieur à la moyenne canadienne.
- Bien qu'il soit en expansion, le parc de logements en copropriété demeure modeste dans la grande région, soit 6,6 % de tous les logements; et il est toujours sous les 10 %, même dans les quartiers centraux (8 %) où se concentrent pourtant 37 % de toutes les copropriétés.
- Contrairement à une perception courante, la majorité des logements en copropriété sont de bonne taille : 86 % comptent au moins 2 chambres à coucher et plus du quart (26,5 %), de 3 à 5 chambres. Les lofts ne constituent que 0,7 % du total. Dans l'ensemble, 8,8 % des unités sont mises en location, contrairement à 19,4 % dans la région de Toronto.
- Une grande part des ménages copropriétaires se compose de personnes vivant seules (28 % de femmes; 12 % d'hommes), de personnes de 65 ans et plus (26 %) et de retraités (34 %). Les ménages avec enfants représentent près du quart de tous les ménages copropriétaires (biparentaux 16,4 %; monoparentaux 7,5 %). Et tandis que 16 % des ménages copropriétaires déclarent des revenus de plus de 100 000 \$, 45 % font moins de 50 000 \$.
- En 2005, le nombre total de ménages bénéficiant d'une aide gouvernementale au loyer était estimé à 4 571 sur l'île, ce qui correspondait à 38,5 % des 11 860 logements coopératifs.
- Sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, 50 % des logements sont locatifs et 9,4 % d'entre eux sont des logements sociaux ou abordables. Or 31 % des ménages locataires connaissent des problèmes de loyer abordable.



TRANSPORT

À Montréal, les déplacements sont moins difficiles que ce à quoi l'on pourrait s'attendre avec une population de cette taille. Face à l'étalement urbain et à l'augmentation des déplacements motorisés, on devra toutefois mieux soutenir le développement du transport en commun et encourager d'avantage le transport actif (marche et vélo).

15

- Bien que la taille de sa population la situe au 16^e rang des 75 plus importantes régions urbaines d'Amérique du Nord, Montréal occupe le 40^e rang en fait de congestion routière, sans doute parce que c'est une agglomération densément peuplée, qui présente un fort taux d'utilisation du transport en commun, et que les ménages y sont nettement moins motorisés que ceux des villes américaines de taille comparable.
- Parmi les 54 000 déplacements automobiles qui, en 2003, excédaient ceux de 1998, la majorité (56 %) était attribuable aux résidents des couronnes tandis que, des 26 000 nouveaux déplacements en transport en commun, la majorité (58 %) était le fait des résidents de l'île.
- La fraction des coûts du transport en commun qui est assumée par les usagers est passée de 31,3 % en 1991 à 40 % en 2005. Lors de son instauration en 1980, le coût de la carte autobus-métro (CAM) représentait 2,9 % du revenu mensuel au salaire minimum. En 2006, cela avait presque doublé pour atteindre 5,6 %.
- Il est désormais admis que le port d'un casque de sécurité prévient les blessures graves à la tête. De 1993 à 2006, son utilisation a presque doublé chez les cyclistes montréalais, passant de 20,3 % à 40 %. Les hommes (42 %) le portaient toutefois moins que les femmes (51 %), et les 16 à 24 ans (20 %) beaucoup moins que leurs aînés (49 %).

Proportion de ménages motorisés selon certains secteurs de la RMR, 2003

Centre-ville	40,3 %
Centre de Montréal	61,9 %
Est de Montréal	76,7 %
Ouest de Montréal	82,3 %
Laval	90,2 %
Rive-Sud	87,0 %
Couronne Sud	94,0 %
Couronne Nord	94,0 %

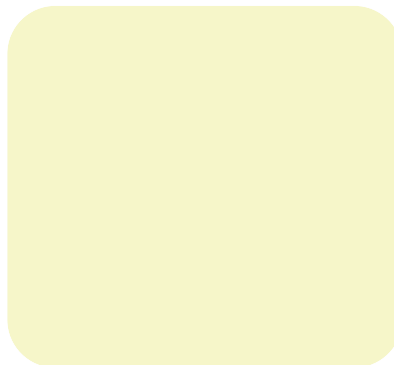
source : Enquête O-D 2003



SÉCURITÉ

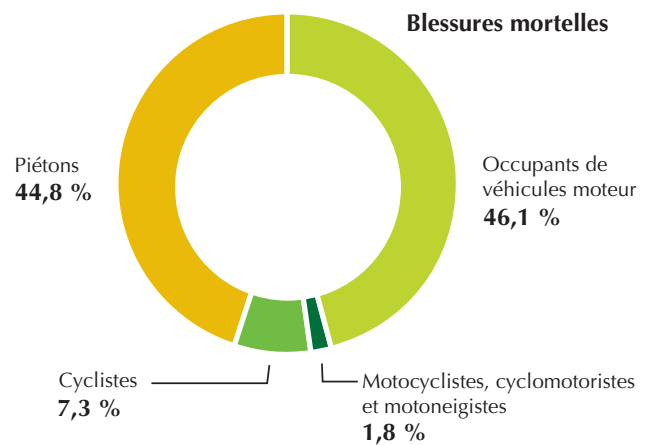
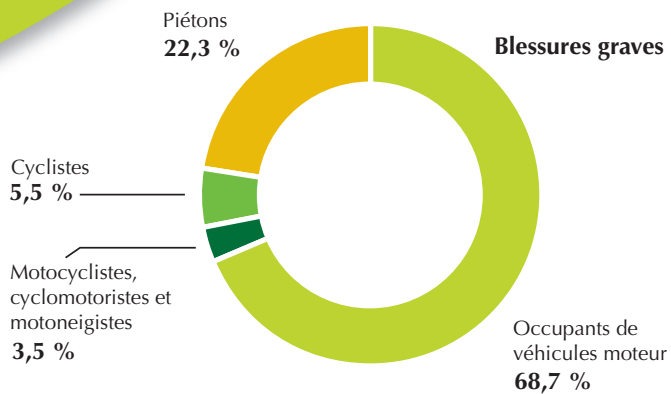
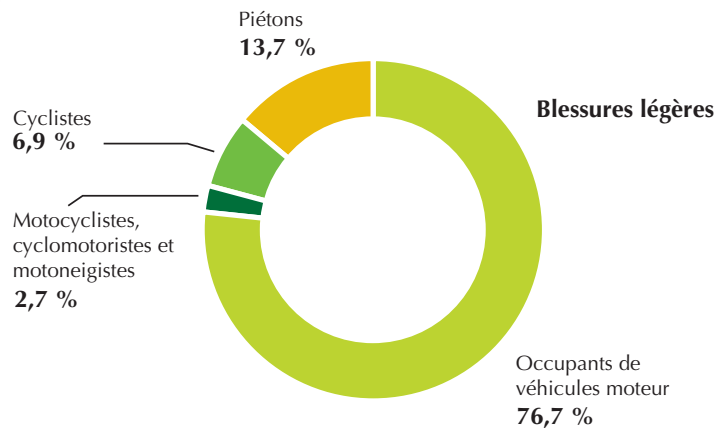
Les crimes contre la propriété sont en baisse et Montréal compte parmi les régions métropolitaines les plus sécuritaires. Cela dit, malgré certaines améliorations, l'imprudence sur les voies de circulation a toujours de quoi inquiéter.

- Avec un taux de 3 710 pour 100 000 habitants en 2005, les crimes contre la propriété dans la grande région correspondaient à la moyenne canadienne. En 2006, le taux avait baissé à 3 642, le plus bas des 15 dernières années, situant Montréal parmi les grandes régions urbaines les plus sécuritaires, derrière celles de Toronto (2 471) et d'Ottawa (3 122).
- En 2005, sur l'île, 97 299 crimes contre la propriété [vols simples, introductions par effraction, vols de véhicules moteur, fraude, incendies criminels, méfaits et possession de bien volés] étaient rapportés, un taux de 5 197 pour 100 000 habitants. Il s'agissait du nombre le moins élevé depuis 25 ans, suivant une tendance à la baisse amorcée au début des années 1990 (44 %) qui s'observait également au Québec (42 %) et, dans une moindre mesure, au Canada (35 %).





Répartition des blessés, des hospitalisations et des décès de la route Île de Montréal, 2000-2006



source : Société de l'assurance automobile du Québec

- Entre 1998 et 2002, le nombre d'incendies sur l'île a tourné annuellement autour de 2 000, causant en moyenne la mort de 20 personnes.
- Les piétons montréalais se montrent moins prudents que les Torontois quant au fait d'attendre sur le trottoir le moment de traverser la rue (53 vs 90 %), d'utiliser la zone zébrée (65 vs 86 %) et de respecter les feux de signalisation (76 vs 91 %). Par contre, en situation d'interaction, les piétons accordent plus souvent la priorité à l'automobile à Montréal (72,5 %) qu'à Toronto (51 %). Il en résulte que les gestes pour éviter un accident proviennent davantage du piéton à Montréal (63 %) et de l'automobiliste à Toronto (71 %).
- Entre 2000 et 2006, sur l'île, on dénombrait en moyenne un décès, 16 hospitalisations et 216 blessés par semaine attribuables à des accidents de la route.
- Entre 1996 et 2005, parmi les résidents des agglomérations de Montréal et de Longueuil aussi bien qu'à Laval, le taux d'infractions reliées à l'alcool a chuté de plus des deux tiers. Elles atteignaient alors 1 294, tandis que les infractions pour excès de vitesse totalisaient 129 992, soit cent fois plus.



ENVIRONNEMENT

Dans les résidences, le taux de récupération des matières recyclables tend à stagner sous les objectifs gouvernementaux et la consommation d'eau paraît toujours considérable. En revanche, les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux véhicules motorisés est moins importante qu'ailleurs et l'autopartage fait son chemin.

- En 2004, l'utilisation quotidienne d'eau dans les résidences de la grande région s'élevait à 460,5 litres par habitant, soit 9 % de plus que dans l'ensemble du Québec et 37 % de plus que dans l'ensemble du Canada. Depuis 2001, la consommation montréalaise s'est accrue de 15,3 %, soit le double d'augmentation de la moyenne québécoise (7,3 %), tandis que la moyenne canadienne connaissait une baisse de 1,3 %.





Le partage de voitures a fait son apparition en 1987 et regroupe déjà plus de 280 000 usagers dans 650 villes du monde, dont 75 % se trouvent en Europe. L'autopartage offre une alternative moins chère que la propriété et plus souple que la location qui contribue à réduire à la fois l'usage de l'automobile et le nombre de véhicules en circulation, diminuant d'autant les nuisances et les émissions polluantes qui leur sont associées. Ce service est particulièrement adapté aux secteurs fortement urbanisés où il manque d'espaces de stationnement. Montréal a joint le mouvement dès 1995 et Communauto, la plus ancienne compagnie d'autopartage en opération en Amérique du Nord, y connaît une popularité grandissante alors que 327 véhicules répartis entre 107 stations desservaient 6 468 abonnés en décembre 2005. On trouve également des stations à Longueuil depuis 2004 et à Laval depuis 2005.

- Le taux de récupération résidentielle des matières recyclables par la collecte sélective offerte aux Montréalais [verre, plastique, métal, papier et carton] est de trois fois inférieur aux objectifs gouvernementaux de 60 % et tend à stagner. En particulier, le compostage des matières putrescibles n'atteint que 8 % alors qu'on estime que 38,2 % des ordures ménagères s'y prête.
- En 2001, la grande région de Montréal émettait 59 % moins de gaz à effet de serre attribuables au transport routier que la moyenne canadienne. Avec 2,37 tonnes par habitant, elle se situait ainsi au 3^e rang derrière celles de Victoria (1,70) et de Vancouver (2,08).
- Selon un scénario conservateur, chaque véhicule de Communauto remplacerait 4,6 véhicules privés à Montréal, soit une réduction nette de 3,6 véhicules. L'autopartage entraîne aussi une diminution moyenne des distances parcourues de l'ordre de 2 900 km par année. Ce constat, combiné à la conduite de véhicules moins énergivores que ceux qui sont utilisés par la population en général, représente une diminution de la consommation énergétique de 38 % et une réduction moyenne, par adhérent, des émissions de gaz à effet de serre, de 1,2 tonne annuellement.



Élaboré par le U.S. Green Building Council, le système d'évaluation Leadership in Energy and Environmental Design (LEED® for homes) fait la promotion de maisons écologiques à haute performance, en fonction des critères suivants : innovation et design, endroit et liaison, aménagement écologique du site, gestion efficace de l'eau, énergie et atmosphère, matériaux et ressources, qualité de l'air. Lors de la phase pilote, seules quatre maisons sur 6 000 ont obtenu la plus haute certification aux États-Unis. Au Canada, la toute première maison certifiée LEED® Platine a devancé toutes ses concurrentes en Amérique du Nord : elle est située en plein cœur de Montréal, sur l'avenue du Parc, près de l'avenue du Mont-Royal.



ARTS ET CULTURE

Soutenu par une créativité en pleine effervescence, l'éventail de l'offre en matière culturelle fait la richesse de notre milieu et les Montréalais répondent bien à l'invitation. Si bien qu'une bonne proportion d'entre eux ne se contente pas de jouer les publics.

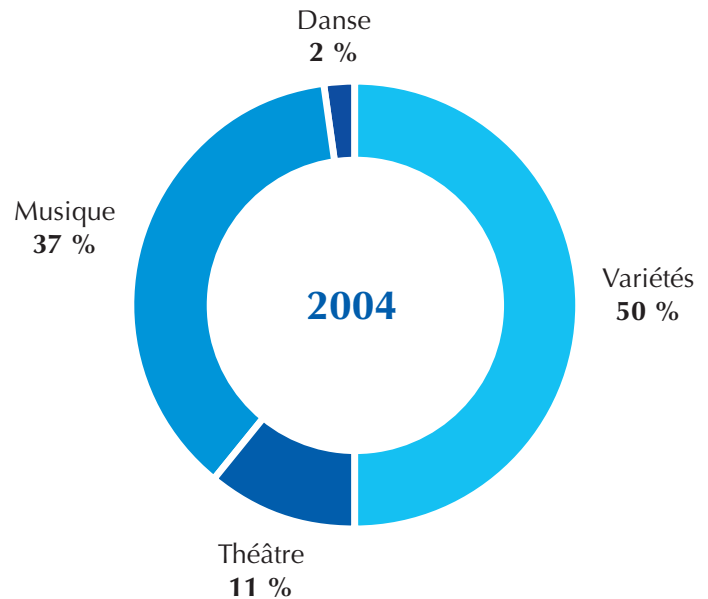
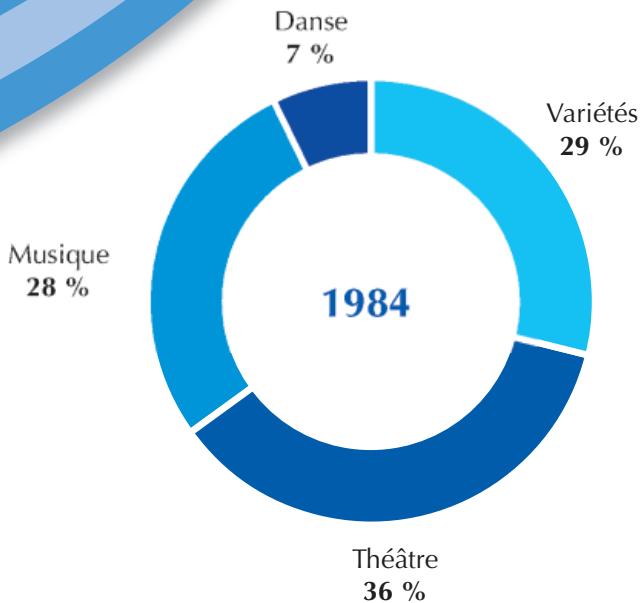
- Le secteur culturel de la région métropolitaine emploie plus de 90 000 personnes, ce qui représente environ 5,1 % de la main-d'œuvre totale.

On retrouve, sur l'île même, 90 festivals, dont un bon nombre d'envergure internationale; 65 000 sièges disponibles pour voir un spectacle presque chaque soir de l'année; 700 ateliers d'artistes; 200 troupes de théâtre professionnelles; 50 compagnies de danse; 2 orchestres symphoniques et une douzaine d'ensembles de musique contemporaine de haut calibre; la Grande Bibliothèque et 57 bibliothèques publiques effectuant 12 millions de prêts par année; 32 musées, 28 centres d'exposition et 19 centres d'interprétation; des écoles d'art reconnues internationalement; 93 entreprises dans les domaines du disque et du spectacle.





Répartition des assistances en arts de la scène Île de Montréal

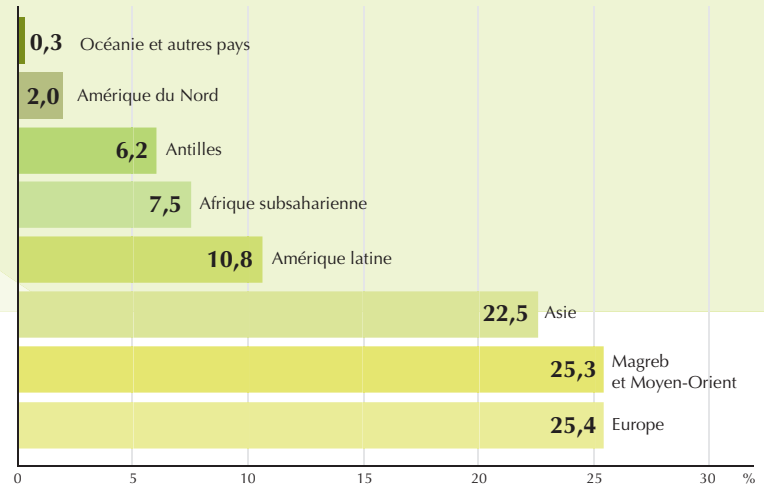


source : Portrait de la diffusion culturelle à Montréal

- Avec le plus grand nombre de mètres carrés de plateaux de tournage en Amérique du Nord, Montréal occupe le 5^e rang quant à la valeur économique de sa production cinématographique, après Los Angeles, New York, Vancouver et Toronto. L'industrie québécoise du cinéma et de la production audiovisuelle, qui est fortement concentrée à Montréal, compte plus de 35 000 emplois directs et 500 entreprises de production et de diffusion.
- En 2000-2001, sur l'île, un total de 15,9 millions de dollars a été accordé par des sources privées à 159 organismes de production culturelle. Le financement privé représentait en moyenne 13,1 % de leurs revenus et il se distribuait comme suit : 49 % provenait de commandites, 31 % de dons et 20 % d'activités spéciales.
- Au total, 24,9 % de la population de 15 ans et plus de l'île a assisté à au moins un spectacle par mois en 2004, tandis que 15,7 % n'y est pas allé du tout. Au seul niveau professionnel, 27,2 % est allé au théâtre, pour une moyenne annuelle de 3,1 sorties; 18,3 % est allé au concert de musique classique, pour une moyenne de 2,9 sorties; 17,6 % est allé à un spectacle de danse, pour une moyenne de 2,7 sorties.
- Parmi la population de 15 ans et plus de l'île ayant assisté à un spectacle amateur en 2004, 13 % a vu du théâtre, 14,5 % de la danse et 24 % est allé entendre de la musique. Au total, 36 % de la population a assisté à un spectacle présenté par des amateurs, tandis que 37,2 % disait pratiquer régulièrement une activité à caractère artistique.



Provenance des immigrants récents, établis au Québec, en 2006



source : ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

DIVERSITÉ ET INTÉGRATION

En provenance de pays diversifiés, plus de la moitié de ceux qui se sont établis chez nous récemment sont des immigrants économiques et près du tiers ont une formation scientifique ou technique. Or dans l'ensemble, le chômage touche ici les nouveaux arrivants de manière relativement plus importante.

- En 2001, par rapport aux personnes nées au pays, le taux de chômage des immigrants récents était 1,7 fois supérieur au Canada, 2,6 fois au Québec et 3,4 fois supérieur dans la grande région.
- En 2001, dans la grande région, la population des nouveaux immigrants était plus diversifiée qu'à Toronto où 41,3 % provenaient de cinq principaux pays, ce qui était le cas de 29,5 % de ceux de Montréal. Et en fait d'intégration, 53 % parlaient une langue autre que l'anglais ou le français à la maison, comparativement à 64 % à Toronto.
- En 2006, les immigrants récents, établis dans la grande région, ne se répartissaient pas de manière tout à fait identique : Montréal accueillait un peu moins d'Européens (22,5 %) contrairement à Longueuil (28,6 %); Laval recevait moins d'immigrants en provenance d'Afrique subsaharienne (3,4 %) et d'Asie (14,6 %), mais davantage du Maghreb et du Moyen-Orient (34,4 %) contrairement à Longueuil (19,6 %).
- En 2001, dans la grande région, la taille moyenne des ménages immigrants (2,7 personnes) était sensiblement supérieure à celle des ménages natifs (2,3) et c'est chez les immigrants de Laval et de la couronne Nord qu'elle était la plus importante (3,2).
- Parmi les 210 125 immigrants arrivés de 1995 à 2004 et établis dans la région métropolitaine de Montréal (RMM) en 2006, plus de la moitié (51,5 %) étaient des immigrants économiques, 28,1 % avaient été admis dans le cadre d'un regroupement familial et 19,1 % étaient des réfugiés.
- Parmi la population de 15 ans et plus, 31,4 % des nouveaux immigrants établis dans la grande région en 2001 avaient une formation scientifique ou technique pour principal domaine d'études, ce qui était le cas de 17,4 % des natifs.



APPARTENANCE ET PARTICIPATION

La participation des citoyens à leur milieu suppose une information éclairée. Tandis que la moitié d'entre eux lit régulièrement un quotidien et que plus de quatre sur cinq suivent la presse parlée, déjà un Montréalais sur six s'informe de l'actualité via Internet.

- En 2004, dans la grande région, 32,5 % des Montréalais de 15 ans et plus faisaient du bénévolat. C'était inférieur au taux obtenu pour l'ensemble du Québec (34 %) mais surtout à la moyenne canadienne de 45,3 %.
- En 2004, parmi la population de 15 ans et plus de l'île, 83 % écoutait régulièrement (61 %) ou assez souvent (22 %) les nouvelles et les émissions d'affaires publiques. De même, 49 % lisait un quotidien chaque jour ou presque, contre 26 % qui ne le faisait jamais.
- En 2004, 68 % des ménages de l'île disposaient d'un ordinateur et 52 % avaient une connexion Internet. Les internautes de 15 ans et plus utilisaient souvent ce moyen pour lire des journaux, des magazines ou encore suivre l'actualité (31,5 %), pour consulter des encyclopédies ou des ouvrages de référence (34,5 %), pour s'informer au sujet d'événements culturels (43 %).

En 1899, les veuves et les femmes célibataires majeures locataires acquièrent le droit de vote aux élections municipales de Montréal. Elles sont suivies, en 1908, par les femmes séparées de leur mari puis, en 1932, par les femmes mariées propriétaires. En 1940, les femmes admises à voter peuvent enfin se présenter aux élections. Cette année-là, Jessie Kathleen Fisher devient la toute première à être élue au poste de conseillère municipale à Montréal; elle siège de 1940 à 1954 et représente les propriétaires dans le système électoral de l'époque. Ce ne sera en effet qu'en 1970 que toutes les restrictions au droit de vote seront abolies à Montréal.

PARTENAIRES ET SOURCES

Pour la réalisation de ce bilan de santé, nous avons puisé à de nombreuses sources d'information et nous avons échangé avec des partenaires auxquels nous tenons à exprimer notre reconnaissance.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Agence de santé publique du Canada
Agence métropolitaine de transport
Carrefour de lutte au décrochage scolaire
Centraide du Grand Montréal
Centre d'amitié autochtone de Montréal
Centre francophone d'informatisation des organisations
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Coalition canadienne des arts
Communauté métropolitaine de Montréal
Communauto
Conférence régionale des élus de Montréal
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil des relations interculturelles
Conseil régional de l'environnement de Montréal
Culture Montréal
Directeur général des élections du Québec
Direction de santé publique de Montréal
Dispensaire diététique de Montréal
Écohabitation
Environnement Canada
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Fondation Lucie et André Chagnon
Fondations communautaires du Canada
Hill Stratégies Recherche Inc.
Institut canadien d'information sur la santé
Institut de la statistique du Québec
Institut national de la recherche scientifique : urbanisation, culture et société
Institut national de santé publique du Québec
Institut pour le progrès socio-économique
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Ministère des Affaires municipales et des Régions
Ministère des Transports
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Patrimoine Canada
Regroupement des cuisines collectives du Québec
Ressources humaines et Développement social Canada
SECOR Conseil
Secrétariat aux affaires autochtones du Québec
Service de police de la Ville de Montréal
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Société de l'assurance automobile du Québec
Société de transport de Montréal
Société d'habitation du Québec
Statistique Canada
Tecsult inc.
Transports Canada
US Census Bureau
Université de Montréal
Université du Québec à Montréal
Université McGill
Vélo Québec
Ville de Montréal
Ville de Toronto
Ville d'Ottawa

Comité directeur

Marcel Côté
Jacques R. Gagnon
Colin Bérubé
Kathleen Weil

Recherche et rédaction

Isabelle Perrault

Photos

Diane Bertrand
Tourisme Montréal

Cette édition des *Signes vitaux du Grand Montréal* a été rendue possible grâce au soutien financier du ministère des Affaires municipales et des Régions.

Cette édition de *Signes vitaux du Grand Montréal* est imprimée sur du papier respectueux de l'environnement fabriqué par Domtar®. La Fondation du Grand Montréal tient à remercier la compagnie Domtar qui lui a gracieusement fourni ce papier de qualité.

Michel Forand, traduction
Jacques Jobin et Sylvain Malbeuf, graphisme
Serge Cloutier, webmestre



Signes vitaux du Grand Montréal — 2007

On peut commander des exemplaires de ce bilan de santé à partir de notre site Internet. Il est également possible d'y consulter une version plus étoffée, comportant davantage d'indicateurs, les sources de données et les liens qui y mènent.

www.fondationdugrandmontreal.org

Also available in English



Fondation du Grand Montréal

Fondation du Grand Montréal

1, Place Ville-Marie
Bureau 1918
Montréal (Québec)
H3B 2C3

Téléphone : 514 866-0808

Télécopieur : 514 866-4202

infos@fgmtl.org

www.fondationdugrandmontreal.org

